

RAPPORT ANNUEL AUX MEMBRES, 2006

REDDITION DE COMPTES

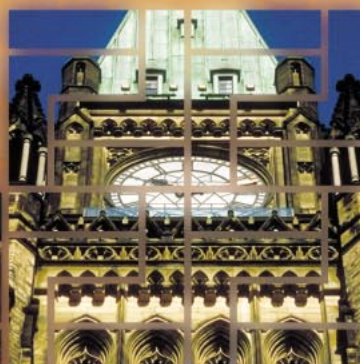
VÉRIFICATION

GOVERNANCE

INFORMATION SUR LA PERFORMANCE

SURVEILLANCE

FORMATION



CCAF~FCVI
INC.

Message DU président du conseil



NOTRE CRÉNEAU... LA RECHERCHE EN MATIÈRE DE REDDITION DE COMPTES PUBLIQUE

À l'aide de Google Canada, j'ai récemment effectué une recherche du terme *accountability* (reddition de comptes) dans Internet. Dans les pages canadiennes seulement, le moteur de recherche a repéré 7 960 000 occurrences. Détail intéressant : en procédant de la même façon pour chercher *National Hockey League*, j'ai obtenu 499 000 occurrences.

Nous n'avons pas besoin de Google pour nous confirmer que la reddition de comptes est un sujet d'actualité ces temps-ci. Des entreprises de Bay Street jusqu'aux gouvernements, en passant par les organismes à but non lucratif, tous sont de plus en plus conscients de l'importance que revêt l'établissement de liens efficaces en matière de reddition de comptes.

Le concept de l'obligation de rendre compte est simple. Ceux qui exercent le pouvoir au nom d'autres personnes doivent rendre des comptes sur leurs actions. Et c'est en s'acquittant de cette obligation – particulièrement dans le secteur public – qu'on se trouve confronté à de l'ambiguïté et de l'incertitude, ainsi qu'à une évolution des connaissances en cette matière. Quel est le lien approprié qui doit exister entre un fonctionnaire et un comité législatif ? Comment les rapports sur la performance peuvent-ils contribuer à renforcer le processus redditionnel ? Les dispositions prises à l'égard de l'obligation de rendre compte des sociétés d'État sont-elles adéquates pour protéger l'intérêt public ?

La CCAF-FCVI est le forum tout désigné pour enquêter sur ce genre de questions. En effet, nous réunissons les trois groupes d'intervenants du processus redditionnel dans le secteur public – les responsables de la gouvernance, les

membres de la direction et les vérificateurs – afin d'aborder sous tous les angles les questions liées à la reddition de comptes. Notre neutralité et notre indépendance nous permettent de trouver un terrain d'entente parmi les différentes perspectives qu'ont ces groupes d'intervenants. Notre professionnalisme – c'est-à-dire notre crédibilité et nos capacités intellectuelles – nous permet de cerner les meilleures pratiques et les leçons tirées de l'expérience acquise. De plus, nous ne sommes pas des nouveaux venus qui tentent de tirer profit de la dernière tendance – nous œuvrons dans ce milieu depuis un quart de siècle.

Nos membres peuvent être fiers des contributions significatives que nous avons apportées au fil des ans grâce à nos activités de recherche et de développement des capacités. Au cours de la dernière année seulement, nous avons terminé un important travail de recherche portant sur l'efficacité des comités législatifs de surveillance et sur l'utilisation des rapports publics sur la performance.

Il reste beaucoup à accomplir et nous ne pourrions pas y arriver sans le précieux soutien de vous, nos membres. Nous avons besoin non seulement de votre soutien financier, mais aussi de vos suggestions quant à nos priorités, de votre point de vue sur les grands enjeux, et de votre participation à nos activités. Je vous invite donc à tirer avantage de l'occasion qui s'offre à nous pour continuer à progresser avec la CCAF-FCVI : chef de file canadien en matière de reddition de comptes publique.

Michael McLaughlin, FCMA

La vision de la CCAF-FCVI consiste à favoriser l'excellence en matière de gouvernance, de gestion et de reddition de comptes dans le secteur public.

Message DU directeur général



NOTRE RECETTE... RÉUNIR DES GENS ET DES IDÉES

Je souhaite souligner le rôle important que joue la CCAF-FCVI au chapitre de rassembler des gens afin de leur permettre non seulement d'échanger, mais aussi de créer des occasions pour tenir un dialogue national sur les enjeux liés à la reddition de comptes et à la gouvernance.

En 2005-2006, nous avons réuni beaucoup de gens d'un bout à l'autre du Canada et avons facilité les échanges. Au cours de ces échanges, nous avons élaboré ensemble de nouvelles idées qui ont été incorporées à nos rapports de recherche et autres publications. Puis, nous avons communiqué ces idées à nos membres et autres personnes intéressées par différents moyens : congrès, symposiums, forums, exposés, articles et site Web.

Dans le présent Rapport aux membres, nous effectuons un survol des travaux accomplis en votre nom au cours de la dernière année. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur quelques activités et progrès qui traduisent bien l'ampleur et la profondeur de nos réalisations. De plus, nous aborderons brièvement les projets que nous envisageons d'entreprendre dans chacun de nos principaux domaines d'activité.

À la CCAF-FCVI, nous accomplissons beaucoup avec peu. L'un de nos principaux défis consiste à s'assurer que nos ressources ne deviennent pas si modestes qu'elles nous empêchent de fonctionner efficacement.

Pour relever ce défi, nous avons adopté plusieurs stratégies. Nous avons obtenu des partenaires prêts à nous verser des fonds pour poursuivre des activités dont toutes les parties tireront avantage. Nous avons su conserver notre capacité interne en ayant recours aux conseils d'experts en cas de besoin seulement. Nous avons considérablement augmenté les contacts avec vous, nos membres, afin de mieux connaître votre point de vue, de vous transmettre régulièrement de l'information utile et d'assurer la continuité de notre partenariat. Enfin, à la suite d'une demande de nos membres, nous réintégrons un ancien domaine d'activité – la formation en matière de vérification; nous y voyons l'occasion de fournir une valeur ajoutée à nos membres dans un domaine où la CCAF-FCVI a déjà fait sa marque.

Ces stratégies sont reflétées dans les différentes rubriques du rapport annuel.



Michael Eastman, CMA

La mission de la CCAF-FCVI consiste à exercer un leadership éclairé, à bâtir le savoir et à développer les capacités afin d'assurer une gouvernance efficace ainsi qu'une reddition de comptes, une gestion et une vérification cohérentes. Son travail porte essentiellement sur le secteur public et c'est celui-ci qui en bénéficie.

ÉLECTION DE NOUVEAUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La CCAF-FCVI bénéficie depuis longtemps d'administrateurs hautement qualifiés. En octobre 2005, les membres présents à l'assemblée générale annuelle ont élu trois nouveaux administrateurs :

- ♦ Gilles Bédard, vérificateur général adjoint du Québec
- ♦ Fred Dunn, vérificateur général de l'Alberta
- ♦ Charles-Antoine St-Jean, contrôleur général du Canada.

Par la suite, les administrateurs de la CCAF-FCVI ont élu Michael McLaughlin, vice-président et chef de la direction financière à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, à titre de président du conseil de la CCAF-FCVI. Fred Dunn, vérificateur général de l'Alberta, a été élu vice-président; Gilles Bédard, vérificateur général adjoint du Québec, s'est vu confier le rôle de secrétaire; et Bryan Disher, associé directeur du bureau de PricewaterhouseCoopers à Ottawa, celui de trésorier. Le conseil assure l'orientation stratégique de la CCAF-FCVI et use de son influence pour ouvrir la porte à d'éventuels partenaires et collaborateurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION (au 31 mars 2006)



PRÉSIDENT

Michael J. McLaughlin, FCMA

Vice-président et chef de la direction financière
Administration canadienne de la sûreté du
transport aérien



VICE-PRÉSIDENT

Fred Dunn, FCA

Vérificateur général de l'Alberta



David A. Hope, FCA

Président du conseil
Institut Canadien des Comptables Agréés



TRÉSORIER

J. Bryan Disher, FCA

Associé directeur, Bureau d'Ottawa
PricewaterhouseCoopers



Philip Howell

Sous-ministre associé
Ministère des Finances de l'Ontario



SECRÉTAIRE

Gilles Bédard, FCGA

Vérificateur général adjoint du Québec



John A. MacNaughton, CM

Ancien président et chef de la direction
L'Office d'investissement du régime de
pensions du Canada



PRÉSIDENT-SORTANT

Peter Valentine, FCA

Conseiller principal au président et
chef de la direction
Calgary Health Region



Charles-Antoine St-Jean, FCA

Contrôleur général du Canada



Navin M. Dave, FCA, CMC

Associé directeur canadien, Bureaux en région
KPMG s.r.l.



Richard Smith

Vérificateur général adjoint du Canada

Faits saillants DE L'EXERCICE 2005-2006

UN CONGRÈS NATIONAL POUR SOULIGNER NOTRE 25^e ANNIVERSAIRE

Le Congrès national du 25^e anniversaire de la CCAF-FCVI – *Dialogue avec les citoyens. Viser le changement... assurer le succès* – s'est avéré le grand événement de l'année pour notre organisation. Ce congrès, qui a eu lieu les 17 et 18 octobre 2005, à Ottawa, nous a fourni l'occasion d'explorer trois thèmes, chacun présidé par un membre éminent de la CCAF-FCVI :

- ♦ Sheila Fraser, vérificatrice générale du Canada, a présidé le segment thématique sur la « Reddition de comptes publique »;
- ♦ Rita Dionne-Marsolais, députée à l'Assemblée nationale du Québec et présidente de la Commission de l'administration publique, le segment thématique sur la « Réforme parlementaire »;
- ♦ Carol Layton, alors sous-ministre, Accomplissement des résultats, Bureau du conseil des ministres, gouvernement de l'Ontario, le segment thématique sur l'« Engagement des citoyens ».

Devant une salle comble, l'honorable Reg Alcock, ancien président du Conseil du Trésor du Canada, a déclaré que le gouvernement du Canada se doit de moderniser ses pratiques de gestion – et il a demandé aux membres de la CCAF-FCVI de l'aider à créer un climat favorable à ce changement.

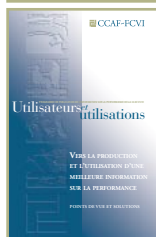
Plus de 45 experts ont participé aux tables rondes et prononcé des conférences au cours de ce congrès, où les principales communautés d'intérêts étaient bien représentées : des députés fédéraux, provinciaux et territoriaux, des vérificateurs législatifs, des vérificateurs internes et des représentants d'organismes centraux. Ce congrès a donné l'occasion à la CCAF-FCVI de faire connaître ses travaux de recherche. Nombre de nos membres et parties prenantes nous ont dit apprécier l'occasion ainsi offerte pour s'engager dans un dialogue national sur des enjeux liés à la reddition de comptes et à la saine gouvernance.

LA CCAF-FCVI CONCLUT DEUX TRAVAUX DE RECHERCHE MAJEURS

Après de nombreux mois consacrés à des études documentaires, des sondages, des visites de sites, des entrevues, des discussions en table ronde, des rapports périodiques, des consultations avec des groupes consultatifs, des symposiums et des séances de remue-méninges, la CCAF-FCVI termine deux travaux de recherche majeurs. Résultat : la publication de deux rapports de recherche finaux.



Dans le rapport intitulé *La surveillance parlementaire : les comités et leurs liens. Guide visant le renforcement des comités des comptes publics*, nous examinons les relations entre les comités des comptes publics, les vérificateurs et les dirigeants des gouvernements. Produit dans le cadre de notre Programme de recherche axé sur la reddition de comptes et la vérification, ce document fournit aux lecteurs des outils uniques pour renforcer les pouvoirs et pratiques des comités législatifs de surveillance.



Dernier rapport de notre programme de recherche pluriannuel axé sur la publication de l'information sur la performance, *Utilisateurs et utilisations. Vers la production et l'utilisation d'une meilleure information sur la performance. Points de vue et solutions* porte sur la façon dont les législateurs, les médias et le grand public utilisent les rapports que les gouvernements publient au sujet de leur performance. Nous y proposons aux gouvernements des moyens de produire des rapports encore plus pertinents qui auront un sens pour les utilisateurs, et encourageons les utilisateurs à consulter davantage ces documents et à mieux les utiliser.

Ces rapports innovateurs sont vendus exclusivement par la CCAF-FCVI.



LA CCAF-FCVI PLANIFIE UN PROGRAMME DE FORMATION EN MATIÈRE DE VÉRIFICATION

Le Conseil canadien des vérificateurs législatifs, dont les membres figurent parmi les principaux partisans de la CCAF-FCVI, nous a demandé, en février dernier, de proposer un plan de formation en matière de vérification destinée à la collectivité des vérificateurs législatifs.



Après avoir étudié les besoins des bureaux de vérification et consulté les chefs de file de la collectivité, nous avons suggéré le lancement d'un nouveau programme de formation comportant deux cours : le premier s'intitule Introduction à la vérification de la performance, et sera offert dès l'automne 2006; le second est un cours intermédiaire sur la vérification de la performance, et il sera offert pour la première fois au printemps 2007. La formation professionnelle n'est certainement pas rien de nouveau pour la CCAF-FCVI. Dès sa création, la CCAF-FCVI a offert des programmes de formation aux vérificateurs. Ayant assuré la prestation de quelque 300 cours à plus de 5000 praticiens entre le début des années 1980 et la fin des années 1990, la CCAF-FCVI est aujourd'hui bien positionnée pour réintégrer ce domaine d'activité.

LE PROGRAMME INTERNATIONAL DE BOURSES D'ÉTUDES FÊTE AUSSI SES 25 ANS

Tout comme la CCAF-FCVI, le programme qu'elle administre, c'est-à-dire le Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes (Programme international de bourses d'études) a célébré ses 25 ans en 2005.

Financé par l'Agence canadienne de développement international, le Programme international de bourses d'études permet à des cadres professionnels chevronnés des bureaux de vérification des pays choisis de venir effectuer un stage de formation au Canada. Durant les neuf mois de ce stage, ces cadres reçoivent une formation intensive, aussi bien pratique que théorique, assurée par le bureau du Vérificateur général du Canada et le Vérificateur général du Québec.

À ce jour, 175 boursiers provenant de 49 pays ont participé au programme, lequel comprend des cours, des séances sur des sujets ciblés, des affectations à une équipe de vérification (expérience pratique), ainsi qu'une variété d'activités en rapport avec la diversité culturelle. Le groupe de

GROUPE DE 2005-2006



Benoît Azodjilande
Chambre des Comptes de
la Cour Suprême du Bénin



Grace Mugyabuso
Bureau du contrôleur et
du vérificateur général
de la Tanzanie



David Sohinto
Chambre des Comptes de
la Cour Suprême du Bénin



James Ryoba
Bureau du contrôleur et
du vérificateur général
de la Tanzanie



Pauline Fortune Kane
Contrôle Supérieur de
l'État du Cameroun



Sirin Phankasem
Bureau du vérificateur
général de la Thaïlande



José Alpizar Fallas
Bureau du contrôleur
général du Costa Rica

2005-2006 était composé de deux participants du Bénin, de deux autres de la Tanzanie, ainsi que de trois autres participants provenant respectivement du Cameroun, du Costa Rica et de la Thaïlande. Bon nombre des anciens boursiers ont été promus à des postes supérieurs dans leur bureau de vérification national, et nous sommes fiers d'annoncer que 3 des 7 boursiers du groupe de 2005-2006 ont déjà obtenu une promotion grâce, en partie, à leur participation au Programme. Nous soulignons aussi la récente nomination de deux anciens boursiers au poste de vérificateur général de leur pays : M^{me} Nafi Ngom Kaïta, du Sénégal, diplômée du groupe de 2000-2001; et M. Ugen Chewan, du Bhoutan, diplômé du groupe de 1992-1993.

LA CCAF-FCVI S'ASSOCIE À LA FONDATION SLOAN

Notre travail portant sur les utilisateurs et les utilisations des rapports sur la performance a donné lieu à l'établissement d'une relation productive avec une importante fondation philanthropique située aux États-Unis – la Alfred P. Sloan Foundation. Le directeur du programme de cette fondation, Ted Greenwood, a émis de précieux commentaires au sujet de l'expérience vécue aux États-Unis en matière de publication de l'information sur la performance. Il a aussi participé à une table ronde sur la question lors du Congrès national de la CCAF-FCVI.

La CCAF-FCVI vient de négocier une entente avec la Fondation Sloan (juillet 2006) selon laquelle celle-ci accepte de verser jusqu'à 450 000 \$ US à la CCAF-FCVI sur trois ans pour financer un programme qui permettra « de produire et de mettre à l'essai de nouvelles approches et de nouveaux véhicules en matière de publication de l'information sur la performance qui répondent davantage aux besoins des législateurs, du public et des principaux intermédiaires comme les médias, et d'inciter ceux-ci à utiliser ces rapports plus fréquemment ».

Selon l'entente négociée, la Fondation Sloan versera une contribution financière égale au montant que la CCAF-FCVI obtiendra d'autres bailleurs de fonds pour effectuer les projets pilotes. Les administrations canadiennes devront donc investir des ressources financières ou humaines dans des projets afin que la CCAF-FCVI puisse obtenir un financement égal de la Fondation Sloan. Jusqu'à ce jour, la réponse des administrations canadiennes est très enthousiaste, et nous tiendrons les membres informés des progrès réalisés à ce chapitre dans les prochains numéros de *L'Informateur*.

LA CCAF-FCVI FAIT ÉQUIPE AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS

Quand deux ou plusieurs organisations collaborent, le résultat surpasse la somme des parties.

- ♦ En août 2005, la CCAF-FCVI a présenté les résultats de son travail de recherche sur la surveillance parlementaire à la réunion conjointe du **Conseil canadien des vérificateurs législatifs** et du **Conseil canadien des comités des comptes publics** et, subséquemment, au **Congrès national des contrôleurs**. Ces groupes ont examiné en détail le travail accompli par la CCAF-FCVI et lui ont formulé de précieux commentaires.
- ♦ La CCAF-FCVI a soutenu les efforts déployés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'**Institut Canadien des Comptables Agréés** pour élaborer un énoncé portant sur les pratiques que devrait adopter l'administration publique au chapitre de l'information qu'elle publie à propos de sa performance. En septembre 2005, un symposium co-organisé par la CCAF-FCVI et l'ICCA a réuni 70 représentants des communautés d'intérêts – gestionnaires, vérificateurs, évaluateurs de la performance, membres d'organismes non gouvernementaux et universitaires – pour discuter de l'ébauche de cet énoncé. Et en avril 2006, l'ICCA a publié un exposé-sondage. Cet énoncé s'appuie sur les principes guidant la publication de l'information sur la performance, élaborés en 2002 par la CCAF-FCVI.



- ♦ **L'Association canadienne des soins de santé** a prolongé sa collaboration avec la CCAF-FCVI afin de promouvoir un ensemble de principes guidant la gouvernance, la gestion, la reddition de comptes et le partage des responsabilités dans le système de santé. Les deux groupes ont publié ces principes en janvier 2005, et la CCAF-FCVI a participé à une table ronde de l'ACS sur cette question en décembre 2005. Le directeur général de la CCAF-FCVI, Michael Eastman, siège au comité consultatif externe sur l'efficacité du système de santé, de l'ACS. La CCAF-FCVI a eu l'occasion de faire la promotion des principes lors du congrès sur l'évaluation de la performance dans le système de santé, qui a eu lieu à Vancouver, en mai 2006.
- ♦ Au début de l'année 2006, **l'Institut de la gestion financière du Canada** a contribué à la tournée pancanadienne de Michael Eastman, au cours de laquelle il est allé visiter les différentes sections de l'IGF pour leur parler du travail accompli par la CCAF-FCVI. Cette tournée a permis à la CCAF-FCVI de partager le fruit de ses recherches avec les personnes qui jouent un rôle dans le processus redditionnel au sein des gouvernements. Par la suite, M. Eastman a interviewé le président de l'IGF, Jean Laporte, à propos de la direction stratégique adoptée par l'Institut. Le compte rendu de cette entrevue a été publié dans le bulletin *L'Informateur*, en mai 2006.



LA CCAF-FCVI SERT DE SECRÉTARIAT POUR UN NOUVEL ORGANISME AXÉ SUR LA VÉRIFICATION

Le Conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public (CCVISP) a été créé pendant le Forum national destiné aux chefs de la vérification interne œuvrant dans l'administration publique, qui a eu lieu à Québec, en octobre dernier. Depuis trois ans, la CCAF-FCVI organise ce forum annuel, et elle a encouragé les participants à mettre sur pied un tel conseil. Elle assure les fonctions de secrétariat et son directeur général siège au Conseil.

Ce Conseil devient rapidement la voix nationale de la collectivité des vérificateurs internes au Canada. À titre d'exemple, l'Institut des vérificateurs internes lui a demandé de commenter et d'appuyer l'ébauche de l'exposé de principe sur le rôle de la vérification dans la gouvernance du secteur public.

Le Conseil a mis sur pied un comité consultatif sur les indicateurs de la performance en matière de vérification interne. Ce comité élaborera une liste de mesures proposées que les membres du Conseil examineront pendant leur prochain forum national, qui aura lieu à Halifax, en octobre 2006.

CONSEIL CANADIEN DES VÉRIFICATEURS INTERNES DU SECTEUR PUBLIC (au 31 mars 2006)

Mishèle Bérubé, directrice exécutive, Comité des responsables de la vérification interne, Gouvernement du Québec

Michael Eastman, directeur général, CCAF-FCVI

Ken Gabora, directeur, Vérification interne, ministère des Finances, Saskatchewan

John Gunter, directeur, Service de vérification publique, Gouvernement du Territoire du Yukon

David Hill, directeur, Division des services professionnels et de la vérification interne, Bureau du contrôleur général de Terre-Neuve et du Labrador

Dan Ho, directeur général, Vérification interne et services de consultation, Bureau du contrôleur général de la Colombie-Britannique

Jane Holatko, directrice, Vérification interne et services de consultation, ministère des Finances, Manitoba

Gary Jocelyn, directeur, Direction générale de la vérification interne, ministère des Finances, Saskatchewan

Richard Kennedy, chef de la vérification interne et sous-ministre adjoint, ministère des Finances, Ontario

Bernie Lodge, directeur, Direction générale des services de vérification interne, ministère des Finances, Nunavut

Pamela Muir, directrice, Vérification interne et centre de gestion des risques, ministère des Finances, Nouvelle-Écosse

Bob Shabi, directeur, Bureau de vérification, Secrétariat du Conseil de gestion financière, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Stephen Thompson, directeur, Vérification interne et services de consultation, Bureau du contrôleur du Nouveau-Brunswick

Jim van Adel, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Heather Zomar, chef de la vérification interne, Gouvernement de l'Alberta

SECRÉTAIRE

Nicole Wiczorek, directrice des services généraux et de chef des services financiers, CCAF-FCVI

LA CCAF-FCVI ORGANISE UN SYMPOSIUM SUR LA VÉRIFICATION ENVIRONNEMENTALE

En novembre 2005, la CCAF-FCVI a réuni des vérificateurs du secteur public afin qu'ils puissent échanger sur la vérification environnementale.

Le symposium intitulé *Vérification environnementale : Favoriser la protection de l'environnement grâce à la saine gouvernance et une bonne reddition de comptes* a attiré 23 participants, qui représentaient les administrations fédérale, provinciales et territoriales, ainsi que la Ville de Toronto. C'est le vérificateur général de l'Ontario qui a accueilli les participants.

Les vérificateurs réunis ont confirmé que les enjeux liés à la vérification environnementale chevauchent plus d'une administration, et que c'est par la collaboration entre administrations qu'on pourra mieux servir l'intérêt public. Les participants ont accepté de se réunir à nouveau et des discussions sont en cours pour fixer la date de la prochaine réunion.

LA CCAF-FCVI COMMUNIQUE DE PLUS EN PLUS FRÉQUEMMENT AVEC SES MEMBRES

Depuis les deux dernières années, à la CCAF-FCVI, nous avons considérablement augmenté la quantité de communiqués auxquels peuvent accéder nos membres via notre site Web. Le nombre de publications est passé de sept en 2003-2004, à 14 en 2004-2005, puis à 31 en 2005-2006.

Tout au long de 2005-2006, nous avons poursuivi notre Programme d'information à l'intention de nos organisations membres. Dans le cadre de ce programme de sensibilisation, la CCAF-FCVI rend visite à chacune de ses organisations membres au moins une fois par année. Ainsi, nous restons en contact avec nos membres et, plus important encore, nous nous assurons de demeurer attentifs aux nouvelles tendances qui émergent en matière de gouvernance, de gestion et de vérification.

LA CCAF-FCVI JETTE DES PONTS

L'un des principaux accomplissements de la dernière année est certainement l'établissement de liens étroits avec plusieurs représentants élus provenant des quatre coins du pays. Étant donné leur importance dans le processus redditionnel, nous voulions nous assurer que leurs points de vue seront reflétés dans notre travail.

C'est actuellement le cas. Dans le cadre de notre travail de recherche en matière de surveillance parlementaire, nous avons consulté les comités des comptes publics des différentes administrations au Canada. Nous avons aussi invité des élus à participer à titre de conférenciers à notre congrès national, à siéger à nos groupes consultatifs, et à rédiger des articles pour notre bulletin *L'Informateur*.



À titre d'exemple, Rita Dionne-Marsolais du Québec a coprésidé notre dernier congrès national et a rédigé un des articles publiés dans notre *Revue du 25^e anniversaire*. Entre autres, les personnes suivantes ont participé aux tables rondes présentées dans le cadre du congrès national : les députés fédéraux John Williams et Leon Benoit, ainsi que les députés provinciaux Elwin Hermanson (Saskatchewan), Rob Fleming (Colombie-Britannique), et Graham Steele (Nouvelle-Écosse). De plus, John Williams et Graham Steele ont par la suite rédigé des articles informatifs et provocateurs destinés aux lecteurs du bulletin *L'Informateur*.

Nous continuons à entretenir ces liens. En mai dernier, lors du congrès sur la gestion axée sur les résultats, tenu à Victoria, la CCAF-FCVI a organisé une discussion en table ronde afin d'examiner la façon dont les dirigeants politiques utilisent l'information sur la performance. On comptait parmi les experts invités des représentants élus – anciens et actuels – en provenance du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Recherche ET développement des capacités, 2005-2006

La CCAF-FCVI œuvre dans deux domaines d'activité.

- ♦ Elle effectue des travaux de recherche portant sur la reddition de comptes publique et les liens de responsabilité entre les trois principaux intervenants dans ce processus – les responsables de la gouvernance, la direction et les vérificateurs;
- ♦ En se fondant sur les résultats de ses recherches, elle met sur pied des activités de sensibilisation et de développement des capacités – ou encore elle participe à de telles activités organisées par d'autres organisations – afin de promouvoir l'amélioration du processus redditionnel dans le secteur public.

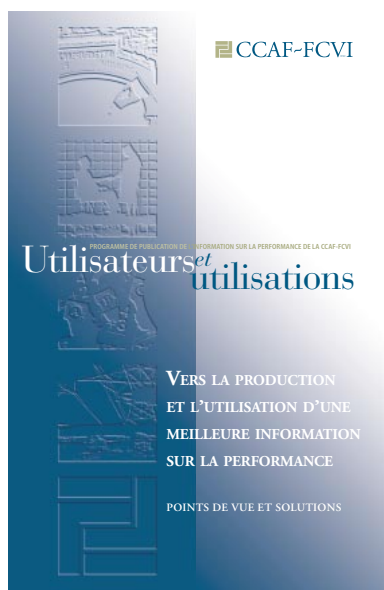
Voici ci-dessous un rapport sur l'état d'avancement des travaux dans chacun de ces deux domaines d'activité.

RECHERCHE

Le plan d'action actuel de la CCAF-FCVI comporte deux programmes de recherche :

- ♦ Publication de l'information sur la performance
- ♦ Reddition de comptes et vérification

PUBLICATION DE L'INFORMATION SUR LA PERFORMANCE



Notre programme de recherche pluriannuel sur la publication de l'information sur la performance vise à aider les gouvernements et les autres institutions du secteur public à progresser vers une « nouvelle génération » de rapports destinés au public.

En juin 2006, nous avons publié un rapport intitulé : *Utilisateurs et utilisations. Vers la production et l'utilisation d'une meilleure information sur la performance. Points de vue et solutions*. Nous y soulignons les grands progrès accomplis par les gouvernements pour améliorer la production de rapports publics sur la performance – et mentionnons qu'il leur reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant de rendre ces rapports véritablement utiles pour les principaux destinataires tels que les élus, les médias, les organismes non gouvernementaux et le grand public.

Grâce aux résultats de ce travail de recherche, nous avons pu créer un partenariat avec la Alfred P. Sloan Foundation pour mettre

sur pied un programme qui succédera au Programme de recherche sur la publication de l'information sur la performance. Les subventions versées par cette fondation nous permettront de collaborer avec les différentes administrations de tous les paliers au Canada afin de documenter les efforts accomplis jusqu'à maintenant pour améliorer la qualité des rapports publics sur la performance, et pour cerner et mettre en œuvre des moyens de rendre ce type de rapports plus utiles pour les principaux destinataires. Lancé au cours de l'exercice 2006-2007, ce nouveau programme s'échelonnait sur trois ans.

GRUPE CONSULTATIF SUR L'INFORMATION EN MATIÈRE DE PERFORMANCE

Kathryn Bouey, ancienne secrétaire et sous-ministre, Conseil de gestion de l'Ontario

Sheila Fraser, vérificatrice générale du Canada

D. Ian Glen, ancien président, Commission nationale des libérations conditionnelles

Katherine Graham, doyenne, faculté des Affaires publiques et de la gestion, Université Carleton

Susan Jennings, vérificatrice générale adjointe de la Colombie-Britannique

Geoffrey Kelley, député à l'Assemblée nationale du Québec (Jacques-Cartier), et ministre délégué aux Affaires autochtones

David Moloney, secrétaire adjoint principal, Secteur de la gestion des dépenses, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

Graham Steele, député à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse (Halifax Fairview), et ancien président du Comité permanent sur les comptes publics

Daryl Wilson, ancien vérificateur général du Nouveau-Brunswick

REDDITION DE COMPTES ET VÉRIFICATION

En 2005-2006, nous avons complété un travail de recherche et en avons amorcé un nouveau dans le cadre de ce programme.

Le travail de recherche portant sur la surveillance parlementaire nous a permis de cerner les caractéristiques observées chez les comités des comptes publics efficaces. Ce travail a comporté une analyse documentaire, une étude sur les bonnes pratiques en matière de surveillance législative à l'étranger, un sondage par questionnaire mené auprès des greffiers des comités des comptes publics provenant des quatre coins du Canada, ainsi que des entrevues et des séances de discussion en table ronde auxquelles ont participé les

présidents des comités des comptes publics et autres parlementaires, les vérificateurs législatifs

et les hauts fonctionnaires de toutes les administrations canadiennes. En plus du rapport de recherche final, la trousse intitulée *Guide visant le renforcement des comités des comptes publics*, contient six brochures qui, ensemble, peuvent servir de trousse d'orientation pour les membres des comités de surveillance.

Toujours dans le cadre du Programme de recherche axé sur la reddition de comptes et la vérification, la CCAF-FCVI a amorcé en 2005-2006 un travail de recherche sur les entités d'État. Au fur et à mesure que ce travail progresse, nous nous rendons compte qu'il existe très peu de travaux de recherche portant sur les dispositions prises en matière de reddition de comptes entre un ministre et le conseil d'administration/chef de la direction d'une entité d'État; la plupart des travaux effectués portent sur une administration en particulier. Notre travail permettra donc d'obtenir des

exemples de la façon dont les différentes administrations au Canada gèrent leurs entités d'État. Au cours de l'exercice 2006-2007, nous entendons publier un rapport préliminaire sur ce travail de recherche.



GROUPE CONSULTATIF SUR LA REDDITION DE COMPTES ET LA VÉRIFICATION

Rita Dionne-Marsolais, députée (Rosemont) à l'Assemblée nationale du Québec, et présidente de la Commission de l'administration publique

Fred J. Dunn, vérificateur général de l'Alberta

David Fairbotham, contrôleur général par intérim de la Colombie-Britannique

Carman Lapointe-Young, vérificatrice générale du Groupe de la Banque mondiale

Carol Layton, sous-ministre au ministère du Renouveau de l'infrastructure publique, Ontario

David McLaughlin, ancien chef de cabinet, Bureau du ministre, ministère des Finances du Canada, et directeur général, Comité consultatif sur le déséquilibre fiscal, Conseil de la Fédération (ancien sous-ministre, Commission sur la démocratie législative, Gouvernement du Nouveau-Brunswick)

Michael J. McLaughlin, vice-président et chef de la direction financière, Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, et président du conseil d'administration de la CCAF-FCVI

John L. Noseworthy, vérificateur général de Terre-Neuve et Labrador

Jon W. Singleton, vérificateur général du Manitoba

Charles-Antoine St-Jean, contrôleur général du Canada

Ken Stewart, conseiller municipal de Maple Ridge (C.-B.)

Axel Thesberg, associé directeur canadien, Centre de certification et des méthodes professionnelles, KPMG

John Wiersema, sous-vérificateur général du Canada

John Williams, député (Edmonton-St. Albert), et ancien président du Comité permanent des comptes publics, Chambre des communes

SENSIBILISATION ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

À la CCAF-FCVI, nous ne croyons pas à la production de travaux de recherche qui se retrouvent par la suite entreposés sur une tablette. Nous communiquons les résultats de nos travaux de recherche aux personnes et organismes qui peuvent en bénéficier, et nous aidons ceux-ci à utiliser ce savoir pour passer à l'action. Ce partage du savoir correspond au volet « sensibilisation et développement des capacités » de notre mandat.

Voici donc quelques exemples de ce partage du savoir. En octobre dernier, nous avons réuni nos trois principales communautés d'intérêt à l'occasion du congrès national qui soulignait notre 25^e anniversaire. Tout au long de l'année, nous présentons des symposiums et des ateliers de moindre envergure, et nous participons à de nombreux événements organisés par d'autres organismes. Au cours des trois dernières années, nous avons facilité la création d'un conseil canadien des vérificateurs internes du secteur public, avec qui nous continuons de collaborer étroitement. Nous

présenterons notre rapport de recherche sur la surveillance parlementaire devant les assemblées législatives des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux afin d'expliquer nos constatations aux comités législatifs. Puis, nous publierons non seulement les résultats de nos travaux de recherche, mais aussi des articles rédigés par les principaux intervenants dans le processus redditionnel et des entrevues réalisées avec eux.

À ce chapitre, nous souhaitons souligner les deux grands programmes suivants.

FORMATION EN MATIÈRE DE VÉRIFICATION

Dans le passé, la CCAF-FCVI a fait ses preuves au plan de la conception et de la prestation de cours de perfectionnement spécialement adaptés à la collectivité des vérificateurs législatifs au Canada. À la demande du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL), nous réintégrons le domaine de la formation en matière de vérification. Notre premier cours, intitulé Principes fondamentaux en matière de vérification de la performance (vérification de l'optimisation des ressources) sera offert à l'automne 2006 dans le cadre d'un projet pilote. Tout comme les vérificateurs législatifs du Canada, nous estimons que le développement des capacités – soit une formation en vérification dans ce cas-ci – est une activité primordiale.

PROGRAMME INTERNATIONAL DE BOURSES D'ÉTUDES

Le Programme international de bourses d'études (PIBÉ), officiellement nommé le Programme international d'aide à l'amélioration de la gouvernance et de la reddition de comptes, entreprendra bientôt sa dernière année (2006-2007) d'opération en vertu de l'entente de financement (EF) quinquennale actuellement en vigueur avec le gouvernement du Canada (ACDI). Au cours de la dernière année, la CCAF-FCVI a effectué quelques ajustements importants au programme afin que celui-ci corresponde aux nouvelles réalités. En raison de la publication de *l'Énoncé de politique internationale* par le gouvernement du Canada en 2005, et de l'importance accordée par celui-ci à l'Afrique au chapitre de l'aide au développement, nous avons modifié la focalisation du PIBÉ afin de nous concentrer davantage sur le continent africain. Ce changement de cap était plutôt évident dans la sélection des pays (Instituts supérieurs de contrôle) et des participants au programme de formation de 2005-2006. Cinq des sept participants provenaient de pays africains – du Bénin (2), du Cameroun (1), de la Tanzanie (2); les deux autres participants étaient originaires respectivement du Costa Rica et de la Thaïlande.

La tendance se poursuivra dans la dernière année de l'entente actuelle de financement alors que quatre des cinq bourses seront attribuées à des ISC africaines – Cameroun (2), Mali (1) et Tanzanie (1).

De plus, la CCAF-FCVI ainsi que le Bureau du vérificateur général du Canada et le Vérificateur général du Québec, où sont effectués les stages de formation, modifieront le programme d'études et de formation afin que celui-ci réponde mieux aux besoins des organisations participantes et corresponde mieux aux priorités du Canada quant au partage de bonnes méthodes et pratiques en matière de gouvernance et de reddition de comptes avec nos partenaires à l'étranger.

La CCAF-FCVI continuera de s'assurer que le PIBÉ demeure pertinent et qu'il contribue de façon importante aux efforts déployés par le Canada pour soutenir l'amélioration des activités en matière de gouvernance et de reddition de comptes au sein des pays ciblés. Dans la nouvelle proposition qui sera soumise à l'ACDI pour le renouvellement et l'élargissement

COMITÉ INTERNATIONAL

Nick Hare, président

Antonine Campbell, directrice principale, Relations internationales, Bureau du vérificateur général du Canada

François Boisclair, directeur, Vérificateur général du Québec

Yves Gauthier, premier vice-président et chef de la direction financière, Valeurs mobilières Desjardins Inc.

Richard Smith, vérificateur général adjoint du Canada

Membre d'office

Michael P. Eastman, directeur général, CCAF-FCVI

Représentant de l'ACDI

Elly Vanderberg, agente principale de programme

Secrétaire du comité

Marc Meloche, directeur, Planification stratégique et Affaires internationales, CCAF-FCVI

possible du PIBÉ vers d'autres bureaux de vérification législative prêts à accueillir des participants plus tard en 2006, la CCAF-FCVI, en collaboration avec les partenaires du Programme, proposera d'autres ajustements et améliorations à apporter au Programme, assurant ainsi sa compatibilité avec les priorités canadiennes et les besoins de nos partenaires à l'étranger.

LA CCAF-FCVI DIT AU REVOIR À DAVID MOYNAGH, ET SOUHAITE LA BIENVENUE À GEOFF DUBROW



Celui qui a longtemps assuré les fonctions de directeur de la recherche à la CCAF-FCVI, David Moynagh, est retourné travailler dans la fonction publique fédérale au début de 2006 après avoir consacré seize ans à la CCAF-FCVI. Sous sa direction, la CCAF-FCVI a grandement contribué à l'avancement des connaissances en matière de gouvernance, de gestion, de vérification et de reddition de comptes dans le secteur public. Elle a bâti de solides relations en matière de recherche avec des membres de partout au pays et a formé des partenariats productifs avec des organisations qui ont des vues similaires. Ce n'est pas étonnant qu'il nous manque autant !

En juin 2006, Geoff Dubrow s'est joint à la CCAF-FCVI à titre de directeur du développement des capacités. M. Dubrow possède dix années d'expérience en gouvernance, notamment en ce qui concerne la création d'institutions, la surveillance parlementaire et les bureaux de vérification.



Services **AUX** membres / Administration

Une petite organisation de recherche comme la nôtre, dotée d'une petite équipe, dépend fortement du dévouement de celle-ci; ses compétences, aptitudes et connaissances nous aident à répondre aux besoins de nos membres et à remplir le mandat de notre organisation. Voici les personnes qui assurent le bon déroulement des activités de la CCAF-FCVI :

LYNNE CASIPLE-LUECK
Informaticienne

CAROLINE JORGENSEN
Gestionnaire, Programmes internationaux

DAVID CLAMEN
Adjoint à la recherche

MARC MELOCHE
Directeur, Planification stratégique et
Affaires internationales

GEOFF DUBROW
Directeur, Développement des capacités

DANIEL RUBENSTEIN
Conseiller en recherche principal

MICHAEL P. EASTMAN
Directeur général

NICOLE WIECZOREK
Directrice des services généraux et
chef des services financiers, ainsi
que secrétaire du CCVISP

HEATHER ELGEE
Assistante à la recherche et adjointe
administrative

Merci À NOS organisations membres

Nous tenons à remercier les organisations suivantes de leur précieux appui, lequel est essentiel à la poursuite de nos activités de recherche et de développement des capacités.



ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU
TRANSPORT AÉRIEN



KPMG CANADA



AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



MANITOBA — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



ALBERTA — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



NOUVEAU-BRUNSWICK — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

THE ALFRED P. SLOAN FOUNDATION



NOUVELLE-ÉCOSSE — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



CANADA — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



NOUVELLE-ÉCOSSE — TREASURY AND POLICY BOARD



COLOMBIE-BRITANNIQUE — BUREAU DU VÉRIFICATEUR
GÉNÉRAL



ONTARIO — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



CONSEIL DU TRÉSOR DU CANADA / BUREAU DU
CONTRÔLEUR GÉNÉRAL



ONTARIO — MINISTÈRE DES FINANCES



ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD — BUREAU DU VÉRIFICATEUR
GÉNÉRAL



PRICEWATERHOUSECOOPERS



INFRASTRUCTURE CANADA



QUÉBEC — LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



INSTITUT CANADIEN DES COMPTABLES AGRÉÉS



SASKATCHEWAN — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL



GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST



TERRE-NEUVE — BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL



GOUVERNEMENT DU NUNAVUT

Rapport DE LA direction

Nous annexons au présent rapport les états financiers de la CCAF-FCVI pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, de même que l'opinion du vérificateur chargé de revoir les chiffres. Le comité de vérification a rencontré les vérificateurs, qui n'ont signalé aucune lacune majeure touchant les systèmes de contrôle interne de la CCAF-FCVI.

Le comité de vérification est composé de deux administrateurs de la CCAF-FCVI et d'un membre externe qui est nommé par le conseil et qui n'est pas un employé de la CCAF-FCVI. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur externe plusieurs fois avant la vérification ainsi que durant celle-ci afin de discuter de toute question se rapportant à la vérification, aux contrôles internes et aux enjeux liés aux finances et à la présentation de l'information. De plus, au cours de ces rencontres avec la direction, et lorsque le président du comité de vérification le juge nécessaire, le comité de vérification tient une séance à huis clos avec le vérificateur externe.

Le comité de vérification présente son rapport au conseil d'administration et lui recommande d'approuver la publication des états financiers vérifiés. Il recommande également au conseil d'engager ou de nommer de nouveau les vérificateurs externes.

Au cours des dernières années, les revenus provenant de nos membres ont diminué considérablement. Comme nous l'avons mentionné l'an dernier, nous avons réussi à stabiliser le niveau de financement afin d'être en mesure de soutenir les travaux en cours. Et, c'est avec plaisir que nous vous annonçons maintenant qu'il y a eu une hausse cette année dans les contributions versées par nos membres et dans le financement reçu pour effectuer des recherches. De plus, nous poursuivons nos efforts pour assurer la stabilité à l'égard de notre financement et pour continuer à répondre aux besoins de nos principales parties prenantes.

La conclusion de deux grands travaux de recherche au cours de l'exercice 2005-2006 s'est traduite par une augmentation dans les dépenses liées aux programmes de recherche et de développement des capacités, ainsi que dans les dépenses liées aux communications et aux relations avec les parties prenantes, lesquelles ont été engagées pour communiquer les résultats de nos travaux à nos membres et parties prenantes.

Les augmentations liées aux salaires se rapportent à une charge unique et non répétitive engagée en 2006. La réduction du loyer s'explique par le déménagement des bureaux de la CCAF-FCVI dans un emplacement des plus économiques.

Les états financiers publiés dans le présent rapport ont été vérifiés par Welch & Company, les vérificateurs externes, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada.



Micheal Eastman
Directeur général



Nicole Wiczorek
Chef des services financiers

ÉTATS FINANCIERS

De

CCAF-FCVI INC.

Pour l'exercice clos

LE 31 MARS 2006



Welch & Company LLP
Lévesque Marchand, Chartered Accountants

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de

CCAF-FCVI INC.

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de CCAF-FCVI Inc. au 31 mars 2006 ainsi que les états des opérations et des changements de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 mars 2006, ainsi que les résultats de son exploitation et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Welch & Company LLP
COMPTABLES AGRÉÉS

Ottawa (Ontario)
le 8 mai 2006.

CCAF-FCVI INC.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
<u>ACTIF</u>		
À COURT TERME		
Encaisse	251 437 \$	298 429 \$
Débiteurs	53 174	149 946
Frais payés d'avance	<u>24 665</u>	<u>26 628</u>
	329 276	475 003
ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES - note 4	<u>5 488</u>	<u>14 789</u>
	<u>334 764 \$</u>	<u>489 792 \$</u>
<u>PASSIF ET ACTIF NET</u>		
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	159 858 \$	87 659 \$
Revenus reportés - note 5	16 397	95 163
Montant à payer au Programme international - note 6	<u>27 647</u>	<u>30 460</u>
	<u>203 902</u>	<u>213 282</u>
ACTIF NET	<u>130 862</u>	<u>276 510</u>
	<u>334 764 \$</u>	<u>489 792 \$</u>

Signé au nom du Conseil

Administrateur

Administrateur

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.

ÉTAT DES OPÉRATIONS ET DES CHANGEMENTS DE L'ACTIF NET

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
REVENUS		
Cotisations et contributions des membres	1 016 976 \$	997 322 \$
Contributions pour la recherche	186 335	142 173
Revenu net (dépende nette) tiré des publications et congrès - note 7	(27 116)	836
Intérêts et autres	<u>5 825</u>	<u>2 498</u>
	<u>1 182 020</u>	<u>1 142 829</u>
DÉPENSES POUR PROGRAMMES		
Recherche et développement	685 380	657 689
Communications	127 859	93 883
Liens avec nos parties prenantes	<u>108 747</u>	<u>74 002</u>
	<u>921 986</u>	<u>825 574</u>
DÉPENSES GÉNÉRALES		
Salaires et charge sociale - note 8	243 160	184 382
Loyer	73 292	91 089
Réunions du conseil et de l'exécutif	18 669	25 891
Bureau et frais généraux d'exploitation	61 260	74 899
Amortissement	<u>9 301</u>	<u>15 581</u>
	<u>405 682</u>	<u>391 842</u>
	<u>1 327 668</u>	<u>1 217 416</u>
DÉPENSE NETTE	(145 648)	(74 587)
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>276 510</u>	<u>351 097</u>
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>130 862 \$</u>	<u>276 510 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2006

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR		
Les activités d'exploitation		
Dépense nette	(145 648) \$	(74 587) \$
Item ne nécessitant pas une sortie immédiate d'encaisse:		
Amortissement	<u>9 301</u>	<u>15 581</u>
	(136 347)	(59 006)
Variations dans les actifs/passifs		
Diminution (augmentation) des débiteurs	96 772	(100 322)
Diminution des frais payés d'avance	1 963	486
Augmentation des créditeurs et frais courus	72 199	7 223
Augmentation (diminution) des revenus reportés	<u>(78 766)</u>	<u>79 809</u>
Encaisse fournie (utilisée) par les activités d'exploitation	<u>(44 179)</u>	<u>(71 810)</u>
Les activités d'investissement		
Achat d'équipement et d'améliorations locatives	<u>-</u>	<u>(16 461)</u>
Les activités de financement		
Avances au programme international - net des dépenses	<u>(2 813)</u>	<u>(4 103)</u>
FLUX NET DE TRÉSORERIE	(46 992)	(92 374)
ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>298 429</u>	<u>390 803</u>
ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>251 437 \$</u>	<u>298 429 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2006

1. POUVOIR ET OPÉRATIONS

La Fondation a été établie en 1980 par lettres patentes en vertu de la Partie II de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

La Fondation contribue le leadership des idées et bâtit les connaissances et la capacité qui permettent une gouvernance effective et augmentent la pertinence de la responsabilisation, la gestion et la vérification. Le point de mire et le bénéficiaire du travail de la Fondation est le secteur public. Les activités principales de la Fondation sont la recherche, l'éducation et autres programmes de support dans les domaines suivants; l'information sur la gouvernance et sur les pratiques liées à la gouvernance et à la responsabilisation; l'information sur les résultats (financière ou non) qui pourrait servir à rendre compte publiquement ou à supporter la planification ou l'évaluation des améliorations dans la planification stratégique et commerciale; les approches et les pratiques de contrôleur et de gestionnaire y compris l'information sur la performance, le risque, le contrôle et l'éthique; la vérification de la performance, y compris mais sans se limiter aux vérifications de l'information sur la performance tel que diffusée aux corps gouvernants et/ou au public; et la vérification d'intendance, de gestion, de contrôle et d'autres pratiques de gestion axées vers les résultats.

La Fondation a été organisée et opère selon le mandat décrit ci-dessus et comme tel est exempté d'impôts d'après les lois fiscales du Canada.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

a) Cotisation et contributions des membres et frais de congrès

Les cotisations des membres et frais de congrès sont reconnus au revenu de l'exercice au cours duquel ils sont gagnés. Les contributions ont été inscrites selon la méthode comptable du report pour les contributions. Selon cette méthode, les contributions sont reconnues au revenu de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées.

b) Coûts de développement

La Fondation a formulé des cours et a préparé des publications afin de remplir son mandat tel que décrit à la note 1. Les revenus rattachés à l'utilisation ou à la vente de ces items sont généralement déterminés de telle façon que seuls les coûts directs sont recouvrables. Tous les coûts encourus dans le développement des cours et des publications sont inscrits à la dépense dans l'exercice où ils sont encourus.

c) Publications

À cause de l'incertitude rattachée au recouvrement des coûts directs encourus lors de la préparation des publications, ces coûts sont inscrits à la dépense de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

d) Équipement et améliorations locatives

Les meubles, l'équipement de bureau et les améliorations locatives sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

L'amortissement des meubles et équipement de bureau est calculé selon l'amortissement linéaire sur une période de trois ans. L'amortissement des améliorations locatives est calculé sur une base linéaire selon le terme de bail.

e) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la Direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif, du passif, des revenus et des dépenses comptabilisés. À leur réalisation, les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2006

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Fondation se composent de l'encaisse, des débiteurs, des créditeurs et du montant à payer au Programme international. Sauf, si autrement mentionné et selon l'avis des administrateurs, la Fondation n'est pas sujette à des risques importants liés aux fluctuations des taux d'intérêts, des taux de change et/ou des marchés découlant de ces instruments financiers. La juste valeur marchande de ces instruments financiers se rapproche de leur valeur aux livres à cause de leurs échéances à court terme.

4. ÉQUIPEMENT ET AMÉLIORATIONS LOCATIVES

Les équipements et améliorations locatives et l'amortissement cumulé se détaillent comme suit:

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Meubles, équipement de bureau et améliorations locatives	90 528 \$	109 368 \$
Amortissement cumulé	<u>85 040</u>	<u>94 579</u>
	<u>5 488 \$</u>	<u>14 789 \$</u>

5. REVENUS REPORTÉS

Les revenus reportés comprennent diverses contributions liées aux opérations de la Fondation et à des projets de recherche concernant les exercices futurs tels qui suit:

	<u>Opérations</u>	<u>Recherche</u>	<u>Total</u>
Solde au 31 mars 2005	25 663 \$	69 500 \$	95 163 \$
Revenu reconnu au cours de l'exercice	(25 663)	(69 500)	(95 163)
Revenu reçu au cours de l'exercice qui se rapporte aux exercices futurs	<u>16 397</u>	<u>-</u>	<u>16 397</u>
Solde au 31 mars 2006	<u>16 397 \$</u>	<u>- \$</u>	<u>16 397 \$</u>

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2006

6. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL

La Fondation coordonne un programme conçu pour améliorer les processus de gouvernance du secteur public dans les pays en voie de développement. Les coûts du Programme international sont financés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) avec certaines contributions en nature des Bureaux des vérificateurs généraux du Canada et du Québec, ainsi que de certaines Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. L'entente courante de contribution avec l'ACDI, qui vient à échéance le 30 septembre 2007, prévoit un financement jusqu'à la fin du contrat allant jusqu'à 383 000 \$. L'ACDI défraie les dépenses administratives directes associées à ce programme et contribue aussi aux frais d'administration généraux de la Fondation.

Les activités financières du programme international se détaillent comme suit:

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
a) Revenus et dépenses		
Revenus du programme	<u>356 854</u> \$	<u>358 153</u> \$
Dépenses directes	242 804	244 102
Dépenses administratives	<u>114 050</u>	<u>114 051</u>
	<u>356 854</u> \$	<u>358 153</u> \$
b) Flux de trésorerie relatifs au programme		
Montants à payer au début de l'exercice	30 460 \$	34 563 \$
Avances reçues de l'ACDI	354 041	354 050
Dépenses au cours de l'exercice	<u>356 854</u>	<u>358 153</u>
Montants à payer à la fin de l'exercice	<u>27 647</u> \$	<u>30 460</u> \$

7. REVENU NET (DÉPENSE NETTE) TIRÉ DES PUBLICATIONS ET DES CONGRÈS

Le revenu net provenant de cette activité se compose des montants suivants et n'inclut aucun montant pour les frais généraux (sans compter les salaires).

	<u>2006</u>			<u>2005</u>		
	<u>Revenus</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Net</u>	<u>Revenus</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Net</u>
Congrès	157 259 \$	191 626 \$	(34 367) \$	-	-	-
Publications	<u>7 441</u>	<u>190</u>	<u>7 251</u>	<u>984</u>	<u>148</u>	<u>836</u>
	<u>164 700</u> \$	<u>191 816</u> \$	<u>(27 116)</u> \$	<u>984</u> \$	<u>148</u> \$	<u>836</u> \$

CCAF-FCVI INC.
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - suite
EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2006

8. SALAIRES ET CHARGE SOCIALE

Le total de la dépense salariale, incluant la charge sociale, fut de 930 231 \$ (2005 - 876 080 \$). Les salaires sont répartis entre les diverses activités opérationnelles comme suit:

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
Recherche	449 241 \$	507 723 \$
Communications	92 581	73 322
Programme international	58 000	58 347
Liens avec nos parties prenantes	87 249	52 306
Salaires généraux	243 160	184 382

9. COTISATIONS DES MEMBRES ET CONTRIBUTIONS

La Fondation tire près d'un tiers de ses revenus tirés de cotisations de membres, d'un seul membre.

10. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Loyer

La Fondation a signé un bail pour ses locaux qui exige les versements annuels suivant. Le bail vient à échéance le 28 février 2010.

2007	72 177 \$
2008	74 342
2009	76 562
2010	72 117